COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 16-22 Jan. 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Dialogue Politique entre la COI et UE……4**

- **Accord Cotonou : Les interrogations de L'Estrac**
- **L'UE et COI, un solide partenariat pour défendre les intérêt insulaire**
- **Jean Claude de L'Estrac souligne la < special relationship > entre l'UE et la COI**
- **Rencontre UE-COI : Dialogue entre les représentants des missions diplomatiques européennes et le Secrétariat général de la COI**
- **Dialogue politique à la COI**
- **UE/Maurice : 4e < dialogue politique> : Le ministre Sinatambou évoque les <appréhensions > de Maurice**
- **Le quatrième dialogue politique entre L'Union européenne et Maurice s'est axé sur un partenariat futur**
- **Relation Maurice/EU : 11 e FED : accent sur l'éducation, la recherche et l'innovation**
- **La Détermination de Maurice à combattre la corruption est appréciée**
- **Ambassadeurs européens à la rencontre de la COI**

- **UE-Maurice : chantier naval de l'océan indien : Marjaana Sall : <Un exemple du partenariat Nord-Sud>**

- **Relation bilatérales : Marjaana Sall : Le CNOI, un exemple concret de la collaboration avec l'EU>**

- **Pêche……18**

- **Des centaines de poissions morts aux Salines**

- **Aquaculture : Menace ou aubaine ?**

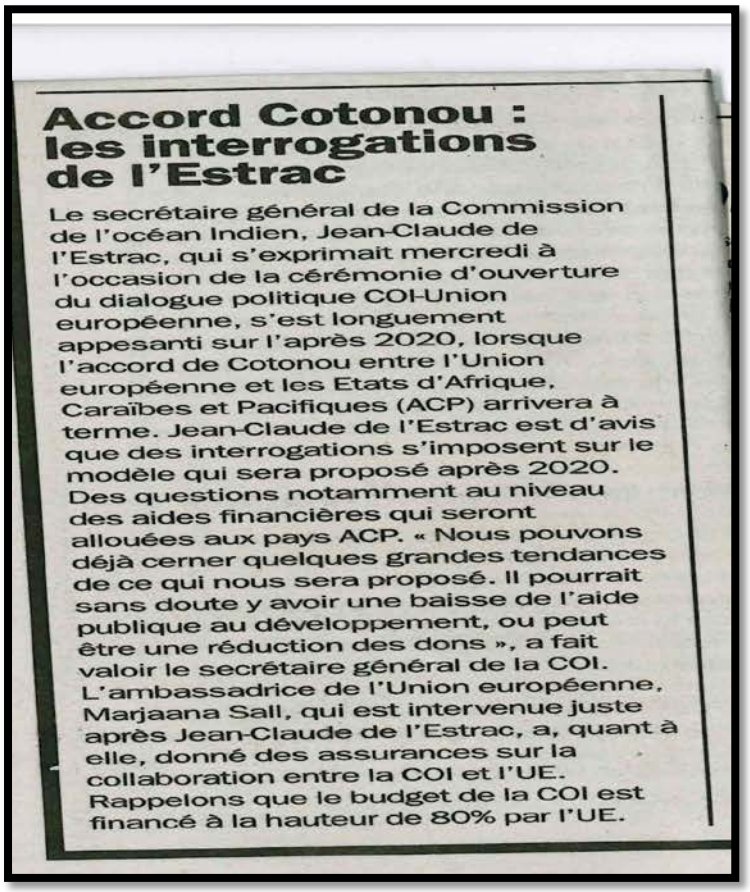
- **Coopération……20**
- **Richard via, chargé d'affaires malgaches : plus d'échanges pour booster les relations entre nos deux iles>**

- **Changement Climatique……21**
- **L'accord de Paris à l'epreuve de la transition énergétique mondiale**
- **Environnement ……22**
- **Mauritius after the plastic bag ban: what's next sherlock ?**
- **Sécurité Maritime……24**
- **CFIM: en cour d'operationnalisation**

Dialogue Politique entre la COI et UE

Le Défi QUOTIDIEN

21/01/2016



Accord Cotonou : les interrogations de l'Estrac

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Jean-Claude de l'Estrac, qui s'exprimait mercredi à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du dialogue politique COI-Union européenne, s'est longuement appesanti sur l'après 2020, lorsque l'accord de Cotonou entre l'Union européenne et les Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifiques (ACP) arrivera à terme. Jean-Claude de l'Estrac est d'avis que des interrogations s'imposent sur le modèle qui sera proposé après 2020. Des questions notamment au niveau des aides financières qui seront allouées aux pays ACP. « Nous pouvons déjà cerner quelques grandes tendances de ce qui nous sera proposé. Il pourrait sans doute y avoir une baisse de l'aide publique au développement, ou peut être une réduction des dons », a fait valoir le secrétaire général de la COI. L'ambassadrice de l'Union européenne, Marjaana Sall, qui est intervenue juste après Jean-Claude de l'Estrac, a, quant à elle, donné des assurances sur la collaboration entre la COI et l'UE. Rappelons que le budget de la COI est financé à la hauteur de 80% par l'UE.

Le Matinal

L'UE et COI, un solide partenariat pour défendre les intérêts insulaires

L'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien (COI) ont un partenariat qui date de plus de 30 ans. L'organisation européenne a financé des programmes et des projets qui ont permis de défendre les intérêts des petits États insulaires de l'océan Indien. L'Union européenne reconnait le rôle de la COI en tant qu'organisation de coopération régionale de proximité et reste le premier partenaire technique et financier de l'organisation. Depuis 1985, l'UE a accordé 227 millions d'euros à la COI.

Suite à la 4e session du Dialogue Politique UE-Maurice, une délégation des missions diplomatiques des États membres de l'Union européenne (UE) et Marjaana Sall, ambassadrice de l'UE auprès de la République de Maurice, de l'Union des Comores et de la République des Seychelles, a eu une rencontre avec Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, et ses collaborateurs au siège de l'organisation régionale à Ébène, mercredi matin.

"A travers les programmes et les projets financés par l'Union européenne et avec l'appui d'autres bailleurs, la COI a su faire reconnaitre son rôle de défenseur des intérêts des petits États insulaires en développement sur la scène internationale. Notre souhait, c'est d'avoir la COI à nos côtés pour les grands enjeux de la planète comme les Objectifs de Développement Durable, ou la mise en oeuvre du Plan d'action de la COP21", a fait ressortir Marjaana Sall.

Jean Claude de l'Estrac s'est, quant à lui, félicité du partenariat avec l'UE qui permet à l'organisation régionale de jouer pleinement son rôle sur les plans politiques, économiques et environnementaux : "C'est essentiellement le soutien eu-



Le secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, en compagnie de l'ambassadrice de l'UE à Maurice, Marjaana Sall.

burant.

Et les résultats, en matière de surveillance des pêches, de sécurité maritime, de gestion des zones marines et côtières, de sensibilisation au développement durable ou encore de stabilité politique, notamment pour la sortie de crise à Madagascar, sont probants".

dien, la coopération au développement et le partenariat UE-COI après 2020.

Les deux parties ont confirmé leur engagement en faveur de la stabilité régionale, facteur indispensable du développement durable des pays de la région. Elles ont pris note des réalisations de la COI à travers les projets financés sous le

aérienne et maritime).

L'Union européenne a souligné le rôle clé joué par la COI dans le cadre de la lutte contre la piraterie dans la région. Au vu de nouvelles menaces dans la région, l'Union européenne a réitéré son engagement à continuer à travailler avec la COI dans ce domaine.

DIALOGUE UE-MAURICE | A la COI ce matin

Jean-Claude de l'Estrac souligne la « special relationship » entre l'UE et la COI

- « La préservation des intérêts européens dans l'océan Indien passe aussi par une COI forte et respectée », dit-il
- L'ambassadrice Marjaana Sall, chef de la délégation européenne, évoque 30 ans de coopération « exemplaire » entre l'UE et la COI



Les délégations de l'UE et de la COI à la table des discussions ce matin

Le 4e dialogue politique entre l'UE et Maurice, qui s'est ouvert lundi, a abordé le volet régional aujourd'hui avec une session de travail entre la délégation de l'Union européenne (UE), dirigée par l'ambassadrice Marjaana Sall, chef de la délégation européenne à Maurice, et la Commission de l'océan Indien. À l'ouverture de la réunion ce matin, le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, a souligné la « special relationship » qui prévaut entre l'UE et la COI. « *La préservation des intérêts européens dans l'océan Indien passe aussi par une COI forte et respectée* » a-t-il fait comprendre. Marjaana Sall a, de son côté, évoqué les 30 ans de coopération, décrite comme « exemplaire », entre l'UE et la COI. La délégation européenne devait rencontrer le Premier ministre en fin de matinée avant de visiter le chantier naval de l'océan Indien dans l'après-midi.

Comme devait le souligner Jean-Claude de l'Estrac, pas moins de 227 millions d'euros de projets ont été financés par l'UE depuis 1985. Il a toutefois regretté que la coopération régionale soit « *plus souvent soutenue dans les faits par l'UE que par les États membres de la COI* ». Parmi les projets réalisés avec le soutien de l'UE, il a cité la gestion et la surveillance des pêches, les actions en faveur de la stabilité politique et la sécurité maritime, les chantiers de connectivité et les nombreux projets liés à la protection de l'environnement, à la promotion des énergies renouvelables ou encore la sécurité alimentaire. Il a par conséquent remercié les États membres de l'UE, et surtout la France, qui suit avec un intérêt particulier l'évolution de l'océan Indien et qui apporte un soutien à l'organisation régionale à travers l'Agence française de développement.

Il a souhaité que les États membres de la COI s'impliquent davantage « *humainement, financièrement et matériellement* » aux projets de l'organisation et à leur pérennisation. Jean-Claude de l'Estrac a également insisté sur les intérêts partagés de l'UE et des pays de la région de l'océan Indien. A titre d'exemple, 30% du thon écoulé sur le marché européen provient en effet de la région et sont pêchés par les flottes française et espagnole alors que 75% des exportations de l'Europe transitent par l'océan Indien. « *Les projets de la COI concernant la sécurité maritime servent également les intérêts européens* », souligne-t-il. Il a présenté Tapères-Cotonou (cet accord, qui lie l'UE aux pays ACP, arrive à terme en 2020, Ndlr) comme « *un défi à relever* » dans les relations avec l'UE. « *J'ai témoigné de certaines remarques dans les couloirs européens remettant en cause l'aide à Maurice et aux Seychelles, dont les revenus par tête d'habitant sont parfois équivalents à ceux de certains pays européens* », a-t-il fait remarquer. « Dans ce contexte, la COI se doit d'assurer, aux côtés de l'UE, la prise en compte des intérêts et des problématiques spécifiques des États insulaires en développement, notamment sur la base des conclusions de la Conférence de Samoa et de la COP21. Il a d'autre part déploré « *la lenteur administrative* » au niveau de l'UE en vue de l'approbation des projets et a souhaité « *un transfert effectif du savoir-faire* » aux cabinets et consultants de la région. Il a finalement estimé que « *c'est ensemble, et sur un même pied d'égalité, qu'il faudra, dans les quatre ans à venir, construire un nouveau pacte de confiance pour le développement de l'indianocéanie* ».

Pour sa part, Marjaana Sall a affirmé que l'UE adhère à la vision de la COI de la coopération régionale de proximité, démocratique et solidaire de l'océan Indien. Elle a souligné l'aide européenne accordée à l'économie bleue et verte ainsi que le soutien européen à la volonté de la COI de contribuer à la stabilité politique dans la région de même que l'importance de la lutte contre la piraterie et « *les nouvelles menaces qui guettent la région* » de l'océan Indien. Elle a souhaité que l'accord de partenariat économique UE-ACP « *progresse dans les consultations* » et « *réponde aux aspirations de tous* ».



Le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, discutant avec Marjaana Sall, chef de la délégation européenne, lors de la rencontre organisée au secrétariat de la COI ce matin

Infos, Interviews, Photos & Videos de l'Ile Maurice
Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Rencontre UE-COI : Dialogue entre les représentants des missions diplomatiques européennes et le Secrétariat général de la COI

Une délégation des missions diplomatiques des Etats membres de l'Union européenne (UE) et S.E. Mme Marjaana Sall, Ambassadrice de l'UE auprès de la République de Maurice, de l'Union des Comores et de la République des Seychelles a eu une rencontre avec M. Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) et ses collaborateurs au siège de l'organisation régionale à Ébène. Cette rencontre a été organisée à la suite de la 4e session du Dialogue Politique UE-Maurice.



Les représentants des missions diplomatiques européennes et le Secrétariat général de la COI

S.E Mme Marjaana SALL a déclaré à cette occasion :« A travers les programmes et les projets financés par l'Union européenne et avec l'appui d'autres bailleurs, la COI a su faire reconnaître son rôle de défenseur des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale. Notre souhait c'est d'avoir la COI à nos côtés pour les grands enjeux de la planète comme les Objectifs de Développement Durable, ou la mise en œuvre du Plan d'action de la COP 21. »
Jean Claude de l'Estrac s'est, quant à lui, félicité du partenariat avec l'UE qui permet à l'organisation régionale de jouer pleinement son rôle sur les plans politiques, économiques et environnementaux :
« C'est essentiellement le soutien européen –soit 227 millions d'euros de financements depuis 1985- qui a permis de traduire en actions le désir de coopération des pays de l'Indianocéanie. Si la COI est le moteur de la coopération régionale, l'Union européenne en est assurément le carburant. Et les résultats, en matière de surveillance des pêches, de sécurité maritime, de gestion des zones marines et côtières, de sensibilisation au développement durable ou encore de stabilité politique, notamment pour la sortie de crise à Madagascar, sont probants. »

La discussion a été axée sur le rôle de la Commission de l'océan Indien, la coopération au développement, et le partenariat UE-COI après 2020.
La réunion a permis aux deux parties de souligner le partenariat historique entre l'Union européenne et la Commission de l'océan Indien.
L'Union européenne reconnaît le rôle de la COI en tant qu'organisation de coopération régionale de proximité et reste le premier partenaire technique et financier de l'organisation.
Les deux parties ont confirmé leur engagement en faveur de la stabilité régionale, facteur indispensable du développement durable des pays de la région.
Elles ont pris note des réalisations de la COI à travers les projets financés sous le 10e FED, en particulier dans le domaine de la pêche, de la sécurité maritime et de la gestion durable des ressources naturelles et des initiatives novatrices menées dans le domaine de la connectivité (numérique, aérienne et maritime).
L'Union européenne a souligné le rôle clé joué par la COI dans le cadre de la lutte contre la piraterie et la sécurité maritime dans la région. Au vu de nouvelles menaces dans la région, l'Union européenne a réitéré son engagement à continuer à travailler avec la COI dans ce domaine.
Au titre des perspectives, l'Union européenne a réitéré son engagement à accompagner la COI et ses Etats membres dans leur processus de développement durable. Sous le 11e FED, l'UE mettra à disposition de la COI une enveloppe financière de 50 millions d'euros pour soutenir trois secteurs: Paix, sécurité et stabilité, Intégration économique et Gestion durable des ressources naturelles communes. La COI a présenté les projets qu'elle compte instruire sous cette enveloppe spécifique notamment dans les domaines de la sécurité alimentaires, de la gestion des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique ou encore en faveur de la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques.
La délégation européenne était composée de S.E. Mme Marjaana Sall, Ambassadrice de l'UE, S.E.M. Juan Ignacio Sell Sanz, Ambassadeur d'Espagne, S.E.M. Laurent Garnier, Ambassadeur de France, S.E. Dr. Nenad Prelog, Ambassadeur de Croatie, S.E.M. Petri Salo, Ambassadeur de Finlande, M. Tony McCullagh, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade d'Irlande, M. Matthias Radosztics, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade d'Autriche et Mme Indira Noronha, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade du Portugal.
Du côté de la COI, le Secrétaire général était accompagné de ses proches collaborateurs du Secrétariat ainsi que des représentants des pays membres, M. Mija Rasazimbafy, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Madagascar, M. Sulliman Tagaully, Consul honoraire de l'Union des Comores, M. Guy Fok, Consul général honoraire des Seychelles et M. Dev Phokeer, directeur de la coopération régionale au ministère mauricien des Affaires étrangères et Officier permanent de liaison auprès de la COI.
http://www.maurice-info.mu/rencontre-ue-coi-dialogue-entre-les-representants-des-missions-diplomatiques-europeennes-et-le-secretariat-general-de-la-coi.html

Témoignages 70 ans
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Co-développement

Ambassadeurs européens à la rencontre de la COI

Partenariat stratégique
22 janvier 2016,

Un communiqué commun de la Commission de l'océan Indien et de l'Union européenne relate une rencontre mercredi 20 janvier, entre le secrétaire général de la COI et des diplomates de l'Union européenne.



- Une délégation des missions diplomatiques des Etats membres de l'Union européenne (UE) et S.E. Mme Marjaana Sall, Ambassadrice de l'UE auprès de la République de Maurice, de l'Union des Comores et de la République des Seychelles a eu une rencontre avec M. Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) et ses collaborateurs au siège de l'organisation régionale à Ébène. Cette rencontre a été organisée à la suite de la 4e session du Dialogue Politique UE-Maurice.

S.E Mme Marjaana SALL a déclaré à cette occasion :

- « À travers les programmes et les projets financés par l'Union européenne et avec l'appui d'autres bailleurs, la COI a su faire reconnaître son rôle de défenseur des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale. Notre souhait c'est d'avoir la COI à nos côtés pour les grands enjeux de la planète comme les Objectifs de Développement Durable, ou la mise en œuvre du Plan d'action de la COP 21. »

Jean-Claude de l'Estrac s'est, quant à lui, félicité du partenariat avec l'UE qui permet à l'organisation régionale de jouer pleinement son rôle sur les plans politiques, économiques et environnementaux :

- « C'est essentiellement le soutien européen – soit 227 millions d'euros de financements depuis 1985- qui a permis de traduire en actions le désir de coopération des pays de l'Indianocéanie. Si la COI est le moteur de la coopération régionale, l'Union européenne en est assurément le carburant. Et les résultats, en matière de surveillance des pêches, de sécurité maritime, de gestion des zones marines et côtières, de sensibilisation au développement durable ou encore de stabilité politique, notamment pour la sortie de crise à Madagascar, sont probants. »

La discussion a été axée sur le rôle de la Commission de l'océan Indien, la coopération au développement, et le partenariat UE-COI après 2020. (…)

L'Union européenne a souligné le rôle clé joué par la COI dans le cadre de la lutte contre la piraterie et la sécurité maritime dans la région. Au vu de nouvelles menaces dans la région, l'Union européenne a réitéré son engagement à continuer à travailler avec la COI dans ce domaine.

Au titre des perspectives, l'Union européenne a réitéré son engagement à accompagner la COI et ses Etats membres dans leur processus de développement durable. Sous le 11e FED, l'UE mettra à disposition de la COI une enveloppe financière de 50 millions d'euros pour soutenir trois secteurs : Paix, sécurité et stabilité, Intégration économique et Gestion durable des ressources naturelles communes. La COI a présenté les projets qu'elle compte instruire sous cette enveloppe spécifique notamment dans les domaines de la sécurité alimentaires, de la gestion des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique ou encore en faveur de la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques.

Les délégations

La délégation européenne était composée de S.E. Mme Marjaana Sall, Ambassadrice de l'UE, S.E.M. Juan Ignacio Sell Sanz, Ambassadeur d'Espagne, S.E.M. Laurent Garnier, Ambassadeur de France, S.E. Dr. Nenad Prelog, Ambassadeur de Croatie, S.E.M. Petri Salo, Ambassadeur de Finlande, M. Tony McCullagh, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade d'Irlande, M. Matthias Radosztics, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade d'Autriche et Mme Indira Noronha, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade du Portugal.

Du côté de la COI, le Secrétaire général était accompagné de ses proches collaborateurs du Secrétariat ainsi que des représentants des pays membres, M. Mija Rasazimbafy, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Madagascar, M. Sulliman Tagaully, Consul honoraire de l'Union des Comores, M. Guy Fok, Consul général honoraire des Seychelles et M. Dev Phokeer, directeur de la coopération régionale au ministère mauricien des Affaires étrangères et Officier permanent de liaison auprès de la COI.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/ambassadeurs-europeens-a-la-rencontre-de-la-coi,85140.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

21/01/2016

UE-MAURICE | Chantier naval de l'océan Indien

Marjaana Sall : « Un exemple du partenariat Nord-Sud »

Le Chantier naval de l'océan Indien (CNOI), situé dans la zone portuaire, a été présenté hier par l'ambassadeur Marjaana Sall comme un exemple du partenariat Nord-Sud. Elle a fait cette déclaration lors d'une visite du chantier effectuée par les ambassadeurs des États de l'Union européenne qui ont participé au quatrième Dialogue économique UE-Maurice cette semaine.

L'ambassadeur Sall a expliqué que le CNOI est le résultat d'un partenariat initié entre un chantier naval français et des opérateurs économiques mauriciens il y a une quinzaine d'années. Aujourd'hui l'actionnariat de la CNOI est contrôlé à 60 % par IBL et les 40 % restants sont contrôlés par le management de la CNOI.

Comme devait le souligner le directeur général de la compagnie, Jean-Yves Ruellou, la réussite du CNOI est le résultat du soutien accordé par l'Union européenne.

« Le but de la visite au Chantier naval de l'océan Indien est de démontrer aux ambassadeurs présents l'étendue de l'intervention de l'Union européenne et de ses États membres en soutien aux secteurs de la pêche et maritime à Maurice », a dit Marjaana Sall. *« The Mauritius fishery sector is a concrete example of the coherence between the EU policies in terms of development, trade and fisheries »*, a-t-elle insisté.



Le directeur général du CNOI, Jean-Yves Ruellou

Le chantier offre des services de réparation aux navires de pêche européens qui disposent des permis pour pêcher dans les eaux mauriciennes dans le cadre de l'accord de partenariat sur la pêche entre l'UE et Maurice. L'industrie de traitement du thon à Maurice dépend largement des matières premières fournies par les flottes européennes dans la région. Par ailleurs, le chantier a construit un patrouilleur pour Madagascar. Il est utilisé depuis plusieurs années pour les missions conjointes de surveillance pour les membres de la COI à savoir Maurice, les Seychelles, La Réunion, Madagascar et les Comores avec le soutien européen. *« The EU is committed to continue its support to the Government of Mauritius to combat against Illegal Unreported and Unregulated or IUU fisheries which is a threat to the sustainable exploitation of fisheries and undermine any efforts towards improved fisheries governance »*, a insisté Marjaana Sall.



Le chef de la délégation de la Commission européenne, Marjaana Sall, en compagnie de ses collègues les ambassadeurs de l'Espagne et du Portugal visitant le chantier naval hier

Le CNOI a aussi entrepris des travaux sur les patrouilleurs impliqués dans les opérations navales européennes Atlanta et qui ont été déployés au large des côtes de la Somalie pour combattre la piraterie. Deux amphidromes (Ro-Ro) sont actuellement en construction pour le compte de Mayotte. D'une longueur de 50 mètres et d'une largeur de 13 mètres chacun, ils permettront d'embarquer 590 passagers et une trentaine de véhicules. Les travaux ont déjà commencé. Le premier doit être livré en octobre 2016 et le second en mai 2017.

Jean-Yves Ruellou précise que le chantier a un carnet de rendez-vous rempli pour les travaux de réparation et d'entretien pour jusqu'en 2017.

Le Chantier naval de l'océan Indien (CNOI) s'est positionné comme un des leaders de la construction et réparation navale dans l'océan Indien. Une tentative en vue de construire un chantier au Gabon n'a pas abouti jusqu'ici.

Plus de 280 bateaux sont passés dans la cale sèche du chantier depuis 2003. Le nombre d'employés est passé de 25 à sa création à 300 aujourd'hui. De nombreux corps de métiers sont représentés dans l'entreprise : mécanique, chaudronnerie, tuyauterie, électricité, traitement de surface et peinture, hydraulique, froid, menuiserie. Des entreprises extérieures viennent aussi compléter la gamme de savoir-faire. Le Chantier naval de l'océan Indien possède une cale sèche de 130 m, un élévateur à bateaux de 1 400 tonnes et un quai de plus de 350 m.

Le Défi QUOTIDIEN

Relations bilatérales

Marjaana Sall : « Le CNOI, un exemple concret de la collaboration avec l'EU »

Les activités du Chantier naval de l'océan Indien (CNOI) sont étroitement liées directement et indirectement aux financements de l'Union européenne. Le chantier doit sa croissance de production à une clientèle majoritairement composée de Français, de Portuguais et d'Espagnols, engagés dans le secteur de la pêche dans la région, et d'autorités de surveillance maritime régionales.

C'est dans ce contexte qu'une délégation de diplomates européens dirigée par Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne, a visité les locaux du chantier le mercredi 20 janvier. Elle a souligné qu'à travers les accords de pêche entre l'EU et Maurice, les bateaux européens font des escales techniques à Maurice pour des réparations, effectuées par le CNOI.

Celui-ci a aussi passé un accord avec la marine française pour la maintenance des différents navires, vedettes et autres embarcations postés à l'ile de La Réunion. Jean-Yves Ruellou, directeur général, confie que lors des importantes réparations de la frégate de surveillance 'Nivôse' l'année dernière, les membres du personnel naviguant ont dû rester à Maurice. Non seulement, cet arrêt technique a été bénéfique en termes d'expérience et des finances pour l'entreprise, mais il a aussi des retombées positives pour d'autres secteurs à l'instar de l'hôtellerie où l'hébergement des marins a rapporté environ Rs 100 millions.

À travers le financement à 90% de l'EU, les autorités malgaches avaient commandé la construction d'un patrouilleur de 35 mètres, 'L'Atsantsa' pour la surveillance des eaux maritimes de la région. Le CNOI avait décroché le contrat. Depuis sa création en octobre 2001, le CNOI a ainsi construit 19 embarcations.

«L'exemple du CNOI illustre bien, dans le concret, ce que l'EU et Maurice peuvent faire ensemble. Pour l'EU, c'est un des moyens pour aider Maurice à évoluer d'une économie à revenus moyens à un pays de revenus élevés. Outre les finances, il y aussi un transfert de connaissances dans ce secteur qui fait que la compagnie peut maintenant exporter son savoir-faire ailleurs», a conclu Marjaana Sall.

Vijayan Ayassamy
vijayan@defiplus.info

TELEX

Kuoni's Cup pour mieux

Dialogue politique à la COI

Une rencontre ou est prévue au siège de la Commission de l'Ocean Indien le 20 janvier 2016 en début de matinée.



Commission de l'Ocean Indien

Ce dialogue politique sera l'occasion de passer en revue la coopération COI-UE et d'échanger sur la vision et les attentes de cette coopération à la suite de l'accord de Cotonou qui prendra fin en 2020.
Le Secrétaire général de la COI et l'Ambassadeur de l'Union européenne prononceront des allocutions à l'ouverture des travaux.

http://www.maurice-info.mu/dialogue-politique.html

UE/MAURICE | 4e « dialogue politique »

Le ministre Sinatambou évoque les «appréhensions» de Maurice

Intervenant ce matin au Maritim Hotel, Balaclava, à l'ouverture du 4e *« dialogue politique »* entre la République de Maurice et l'Union européenne (UE), le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Étienne Sinatambou, a évoqué les défis que Maurice aura à relever dans le cadre des relations avec l'Union Européenne. Le Chef de la délégation de l'UE à Maurice, l'ambassadeur Marjaana Sall, a pour sa part exprimé la volonté de son organisation d'aider Maurice à accéder au statut de pays à revenus élevés (*high income country*).

« L'Union européenne (UE — voir encadré) reste le marché le plus important pour Maurice, comptant pour approximativement 70 % de nos exportations. Maintenir cet accès à ce marché a toujours été une priorité pour le gouvernement mauricien », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Étienne Sinatambou.

Le ministre a ajouté que dans ce contexte, les relations Maurice-UE doivent face à un certain nombre d'*« appréhensions »*. Parmi celles-ci, le *blacklisting* de Maurice par certains pays européens en tant que juridiction fiscale non-coopérative, les difficultés dans les négociations pour un *Economic Partnership Agreement* (EPA) entre l'UE et la Eastern and Southern African (ESA) Region, à laquelle appartient Maurice, la décision de l'UE d'abolir les quotas sur le sucre d'ici 2017 et l'impact négatif de l'extension de l'*Autonomous Tariff Rate Quota* aux pays non-ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique) pour certains produits de pêche pour la période 2016-2018 dont les longes de thon exportées vers l'UE.

Étienne Sinatambou s'est attardé de façon particulière sur deux défis à relever : l'ère post-Cotonou et les négociations de l'UE avec les États-Unis. *« L'Accord de Cotonou (voir encadré) expire en 2020. Dans ce contexte, l'UE a lancé une série de consultations en octobre 2015 avec tous les pays concernés, y compris les pays membres de l'ACP sur le* Post-2020 Partnership Agreement *entre l'UE et les ACP. L'ère post-Cononou présente des incertitudes »*, a concédé le ministre.

De même, les négociations en cours entre l'UE et les États-Unis constituent un défi pour Maurice. *« Nous avons des appréhensions quant à l'érosion des préférences »*, a expliqué l'intervenant.

Auparavant, Étienne Sinatambou a expliqué que conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord de Cotonou, le dialogue politique entre les pays des ACP, dont Maurice fait partie, et de l'Union européenne exige que les parties mènent, de façon régulière, un dialogue politique global, équilibré et approfondi conduisant à des engagements mutuels. *« Ce quatrième dialogue politique, après ceux de 2011, 2012 et 2013, nous donnera l'occasion de revoir le statut de nos relations bilatérales, de discuter de nos appréhensions et d'explorer les moyens pour consolider notre coopération avec l'UE »*.

Donnant la réplique au ministre, la Chef de la délégation de l'UE à Maurice, l'ambassadrice Marjaana Sall, a rappelé que Maurice est l'un des pays qui a bénéficié le plus de la coopération UE-ACP. *« Ces dernières années, l'UE a octroyé un budget conséquent pour favoriser le programme de réforme économique et sociale de Maurice »*.

L'ambassadrice a déclaré que l'UE accueille l'ambition de Maurice d'évoluer du présent statut de pays à revenus moyens vers celui de pays à hauts revenus. *« L'UE est prête à aider le gouvernement mauricien à réaliser cette vision à travers divers programmes d'intervention »*.

Elle a ajouté que le soutien bilatéral de l'UE sous le *11th European Development Fund* se concentrera sur l'éducation tertiaire, la recherche et le développement, en ligne avec la priorité du gouvernement mauricien d'améliorer le capital humain dans le pays et contribuer ainsi à relancer la croissance.

Marjaana Sall s'est par ailleurs félicitée de la large gamme de sujets en discussions lors de ce quatrième dialogue politique qui s'étale sur deux journées, aujourd'hui et demain. Parmi ces sujets, la paix et la sécurité, la migration, l'intégration économique régionale, le commerce, le changement climatique, les Objectifs du développement durable, la bonne gouvernance et la future coopération entre Maurice et l'UE.

La délégation mauricienne est menée par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Étienne Sinatambou, et comprendra aussi l'Attorney General, Ravi Yerrigadoo, et les ministres Mahen Seeruttun (Agro-industrie et Sécurité alimentaire), Roshi Bhadain (Services financiers et Bonne gouvernance), Premdut Koonjoo (Économie océanique, Ressources marines et Pêche) et Raj Dayal (Environnement, Développement durable, Protection contre les Catastrophes naturelles et Beach Authority).

La délégation de l'UE est dirigée par Marjaana Sall, Ambassadrice et Chef de la Délégation européenne à Maurice et comprend six ambassadeurs résidents et non-résidents de l'UE accrédités à Maurice, représentant respectivement la France, la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Espagne, la Croatie, l'Autriche et le Portugal.



L'Attorney General, Ravi Yerrigadoo, et les ministres Étienne Sinatambou, Mahen Seeruttun et Premduth Koonjoo



L'ambassadrice Marjaana Sall dirigeant la délégation de l'UE ce matin au Maritim Hotel, Balaclava, face à la délégation mauricienne (ext. g.)

Un marché de 511 millions de personnes

L'Union européenne (UE) est une organisation composée de plusieurs pays européens qui ont décidé de s'unir et de coopérer sur les questions qui touchent à leur politique, leur économie et leur monnaie.
Elle s'étend sur un territoire de 4,5 millions de km, et regroupe aujourd'hui plus de 511 millions d'habitants et est la première puissance économique mondiale.
L'UE a été créée lors de la signature du traité de Maastricht, le 7 février 1992. À ce moment, elle ne comptait que douze pays, tous déjà membres de la Communauté économique européenne (CEE), une autre organisation européenne, plus ancienne.
Depuis, l'UE s'est agrandie. Elle compte désormais vingt-huit pays.

Promouvoir le libre-échange et la démocratie

L'accord de Cotonou entre l'Union européenne et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) a été signé le 23 juin 2000 dans la capitale économique du Bénin, Cotonou, après l'expiration de la Convention de Lomé. Conclu pour 20 ans, cet accord, révisé tous les cinq ans, réunit les 79 États du groupe ACP et les 28 pays de l'Union européenne, soit une population totale de plus de 700 millions de personnes.
Entré en vigueur le 1er avril 2003, l'accord de Cotonou a pour objectif de rétablir les équilibres macroéconomiques, de développer le secteur privé, d'améliorer les services sociaux, de favoriser l'intégration régionale, de promouvoir l'égalité des chances hommes-femmes, de protéger l'environnement et d'abolir de manière progressive et réciproque les entraves aux échanges commerciaux. Les accords de partenariat économique (APE), en cours de négociation, renforcent l'abaissement des barrières douanières prévues par cet accord.
L'Accord de Cotonou expire en 2020.

Le Matinal



www.lematinal.com

& Business

LE MATINAL, PORT-LOUIS, MERCREDI 20 JANVIER 2016

"La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent."
—Albert Camus

Le quatrième dialogue politique entre l'Union européenne et Maurice s'est axé sur un partenariat futur

P2

Le quatrième dialogue politique entre l'Union européenne (UE) et Maurice s'est tenu hier à l'hôtel Maritim, à Balaclava. Lors de cette rencontre, plusieurs thèmes politiques ont été abordés, notamment le partenariat de longue date entre l'UE et Maurice. Il a été question de réaffirmer les liens économiques et sociaux. Les deux parties ont partagé leur avis sur les intérêts communs comme l'Economic Partnership Agreement (EPA), la paix et la sécurité tout en en abordant les sujets tels que la lutte contre le terrorisme, les problèmes liés à la bonne gouvernance, les effets du changement climatique, le développement durable et l'intégration régionale et économique entre autres. Ils ont d'ailleurs revu la situation économique et politique à Maurice et en Europe.

Le quatrième dialogue politique entre l'Union européenne et Maurice s'est axé sur un partenariat futur

Suite de la page 1

Pour sa part, l'UE a renouvelé son engagement à continuer de soutenir le gouvernement dans la réalisation de son ambition d'évoluer du statut supérieur actuel de pays à revenu intermédiaire à un pays de revenu élevé. Le soutien bilatéral de l'UE dans le cadre du 11e Fonds européen de développement se concentrera sur l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation en ligne avec les priorités du gouvernement à contribuer pour transformer Maurice en une société fondée sur la connaissance et l'innovation. En concomitance, ils ont souligné l'importance de l'intégration régionale et le commerce pour le développement économique de Maurice. Ils ont d'ailleurs reconnu que l'Union européenne reste un partenaire externe important pour Maurice. Qui plus est, l'Union européenne a félicité Maurice pour l'Accord de partenariat économique (APE) intérimaire signé avec l'Union européenne en 2009 et a confirmé sa volonté de continuer à fournir une assistance à l'Ile Maurice pour la mise en œuvre de l'accord. Ils ont convenu d'examiner la possibilité de l'approfondissement et d'étendre l'APE intérimaire, en laissant la possibilité pour d'autres pays de l'ESA à se joindre quand ils sont prêts. Par la suite, Maurice a réitéré son engagement de conclure un APE complet avec l'UE.

Les discussions ont aussi porté sur les menaces à la sécurité internationale et son impact sur la région. Ainsi l'UE a déclaré que la paix, la sécurité et la stabilité régionale sont parmi ses priorités. Dans la mesure d'exploiter les ressources marines, les deux parties ont réitéré leur engagement contre la pêche illégale et incontrôlée dans la région. De plus, ils se sont attardés sur le partenariat dans le contexte post-Cotonou en exprimant leur confiance sur l'avenir d'un partenariat durable.

Les ministres présents ont bien accueilli ce partenariat tout en réaffirmant leur engagement pour les principes de la bonne gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'homme qui sont les éléments essentiels et fondamentaux de leur relation.

Swaveena Goorla



Les intervenants ont souligné l'importance de l'intégration régionale et le commerce pour le développement économique de Maurice.

Le Défi QUOTIDIEN

20/01/2016



RELATIONS MAURICE/EU

11e FED : accent sur l'éducation, la recherche et l'innovation

Le onzième Fonds européen de développement (FED) sera consacré à l'éducation tertiaire, la recherche et l'innovation à Maurice. C'est l'assurance donnée par Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne (UE), lors du quatrième dialogue politique bilatéral le 18 janvier à Balaclava. « Nous avons mené des discussions sur notre partenariat et sur les moyens de travailler ensemble pour relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, les objectifs de développement durable, l'intégration économique régionale, la paix et la sécurité. L'UE est prête à apporter son aide au gouvernement pour transformer Maurice en un pays à revenu élevé. Le 11e FED a pour finalité l'amélioration de la base du capital humain et du potentiel de croissance », a dit la diplomate. La délégation de l'UE et celle de Maurice, dirigée par Étienne Sinatambou, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, ont aussi évoqué l'avenir du partenariat EU/Maurice après 2020. Ils ont exprimé leur confiance dans une collaboration renforcée. Les deux parties ont également réitéré leur souhait de mettre en place l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche et de mettre un frein à la pêche illégale, non rapportée et non réglementée. Leur réflexion a principalement porté sur la nécessité de renforcer les capacités dans cette lutte.

Vijayan Ayassamy

DIALOGUE POLITIQUE UE-MAURICE

La détermination de Maurice à combattre la corruption est appréciée

L'aide européenne orientée vers l'éducation tertiaire, la recherche et l'innovation

L'Union européenne a confirmé que, dans le cadre du 11e Fonds européen de développement qui couvre la période 2014-2020, un soutien bilatéral conséquent sera accordé à l'éducation tertiaire, à la recherche et à l'innovation. C'est ce qui ressort hier du communiqué conjoint publié à l'issue du quatrième dialogue politique UE-Maurice à l'hôtel Maritim.

La délégation mauricienne à cette réunion, dirigée par le ministre des Affaires étrangères Étienne Sinatambou, était composée de l'Attorney General Ravi Yerrigadoo, du ministre de l'Agro-industrie Mahen Seeruttun, du ministre des Services financiers, de la Bonne gouvernance et des Institutions réformatrices Roshi Bhadain, du ministre de l'Économie océanique Prem Koonjoo et du ministre de l'Environnement Raj Dayal. La délégation européenne était, elle, composée de Marjaana Sall, accompagnée des représentants de huit pays membres de l'Union européenne, l'Irlande, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Croatie, l'Autriche, le Portugal et la Finlande.

L'Union européenne et Maurice se réjouissent des progrès significatifs enregistrés dans leur partenariat et ont réaffirmé leur engagement par rapport aux principes de la bonne gouvernance et au respect des droits de l'homme, des éléments essentiels et fondamentaux de leurs relations. Les deux parties ont souligné la qualité de leur partenariat et de leurs liens économiques et culturels.

Les échanges entre les deux délégations ont porté sur des questions d'intérêt commun, à savoir les accords de partenariat économique, la paix et la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le combat contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. Les conséquences du changement climatique, les objectifs de développement durable et l'intégration économique régionale ont également été évoqués.

Par ailleurs, les deux parties ont passé en revue la situation politique et économique à Maurice et en Europe. L'Union européenne a confirmé son intention de continuer à soutenir Maurice en vue de changer son statut d'*« upper middle class country »* à celui de *« high income country »*. D'autre part, dans le cadre du 11e FED, le programme d'aide européenne aux pays ACP pour la période 2014-2020, l'accent sera mis sur l'éducation tertiaire ainsi que sur la recherche et l'innovation en ligne avec les priorités du gouvernement de manière à transformer Maurice en une *« knowledge-based and innovative society »*. L'importance de l'intégration régionale pour Maurice afin de réussir son développement économique a aussi été soulignée. L'Union européenne reste un partenaire extérieur important pour Maurice. Il a été convenu que l'accord de partenariat intérimaire signé par Maurice en 2009 sera approfondi et élargi. Maurice a toutefois renouvelé sa volonté de conclure un *« full and comprehensive EPA »* avec l'Union européenne. Des échanges ont eu lieu sur l'impact des accords de libre-échange dans le cadre du partenariat de l'Union européenne-ACP et sur l'accord historique sur le climat conclu en décembre dernier.

L'Union européenne a pris bonne note de la participation de Maurice au sein du *Switch Africa Green Programme* et a fait savoir qu'elle continuera à soutenir la *Climate Action* à Maurice afin de créer la résilience dans les petits États insulaires. Au chapitre de la sécurité internationale, l'Union européenne a annoncé que la paix, la sécurité et la stabilité dans la région figurent parmi ses priorités dans le cadre de la coopération régionale.

Par ailleurs, l'Union européenne a exprimé son appréciation de la détermination de Maurice à combattre la corruption et a encouragé le gouvernement à continuer à consolider la bonne gouvernance. Maurice et l'Union européenne ont réaffirmé leur engagement dans la mise en œuvre de l'accord de partenariat sur la pêche et dans la lutte contre les *« illegal, unreported and unregulated fishing resources »*.

Quant au partenariat UE-Maurice dans le contexte post-Cotonou, qui arrive à terme en 2020, les parties ont exprimé leur confiance concernant *« the future of their consistent partnership within a new framework to be negociated »*. Maurice a mis l'accent sur l'importance de la sécurité alimentaire et sur l'évolution de l'industrie sucrière.

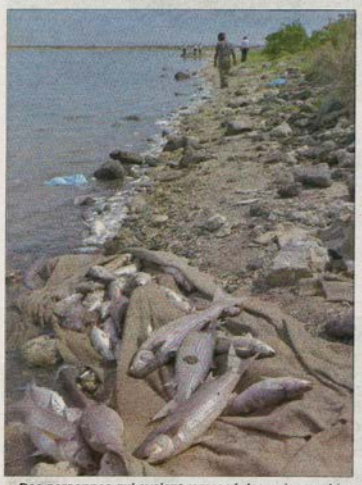
LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

ENVIRONNEMENT MARIN | Hier

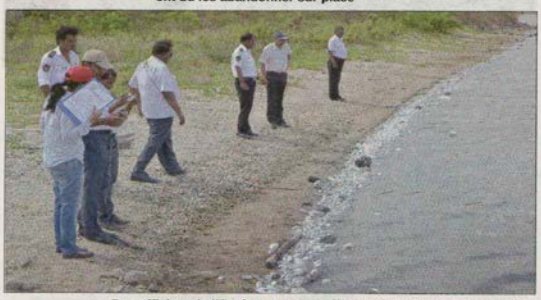
Des centaines de poissons morts aux Salines

Ces poissons étaient piégés dans un bassin après le comblement lié aux travaux en cours dans le port

Depuis hier, les habitants des Salines découvrent avec stupeur des centaines de poissons morts flottant dans un bassin à proximité du port. Mulets, carangues, anguilles, laffes, murènes… des espèces généralement résistantes ont échoué sur le sable. Ce bassin, occasionné par des travaux de comblement en cours, regorgeait de poissons et il avait été interdit aux pêcheurs de la région d'y pêcher. Des échantillons ont été prélevés par des officiers du ministère de l'Environnement pour analyses.



Des personnes qui avaient ramassé des poissons hier ont dû les abandonner sur place

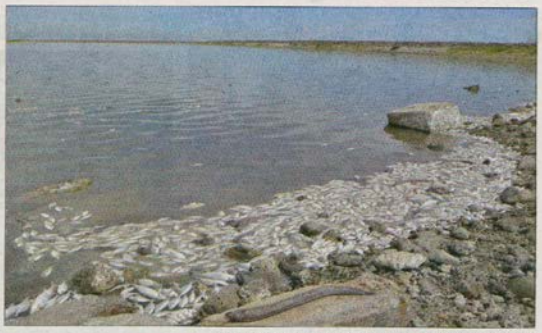


Des officiers de l'Environnement prélevant des échantillons ce matin

Ce bassin de poissons, qui existe depuis octobre 2014, date à laquelle des travaux de comblement ont eu lieu aux Salines, a fait l'objet de critiques des pêcheurs de la région en maintes occasions. Judex Rampaul, président du Syndicat des pêcheurs, indique qu'il y avait à cet endroit une barrière de corail. « *Il y avait beaucoup de poissons sur ce récif, mais quand on l'a comblé, les poissons ont probablement été refoulés vers le bassin* ». Son collègue Mohamedally ajoute que le lieu était « *un genre de nursery pour les poissons* ».

Avec la concentration de poissons dans le bassin, pêcheurs et amateurs avaient commencé à s'y intéresser. « *On venait y pêcher car les poissons étaient en abondance, mais les gardes-côtes nous l'ont interdit par la suite* », déclare Jean Roy, un habitué des lieux.

Judex Rampaul ajoute que si les autorités avaient écouté les pêcheurs qui tiraient la sonnette d'alarme depuis longtemps, une telle catastrophe aurait pu être évitée. « *N'attendons pas de tels événements pour prendre des décisions* ».

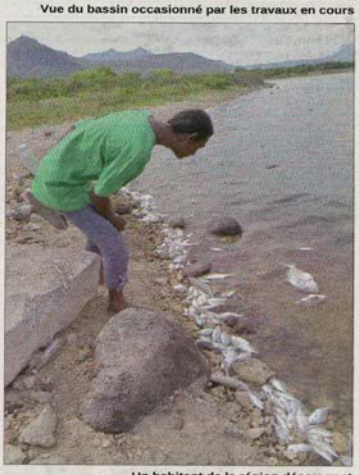


Vue du bassin occasionné par les travaux en cours

Le spectacle de désolation qu'offre la région depuis hier témoigne à quel point le bassin était riche. Mulets, carangues, murènes, laffes, gueule pavés, diodons (boul tang) sans compter les différents types d'anguilles, autant d'espèces retrouvées flottant sur le bassin ou échouées sur le sable. « *Il a fallu une telle catastrophe pour se rendre compte de la quantité de poissons qu'il y avait dans ce bassin. Ces espèces qu'on voit sont généralement résistantes. Si ces poissons sont morts en si grand nombre c'est qu'il a dû y avoir quelque chose de grave* ».

Des échantillons prélevés aujourd'hui par les officiers du ministère de la Pêche et de l'Environnement détermineront si cette catastrophe est liée à un phénomène naturel ou qu'il s'agit d'un acte criminel. Mais Judex Rampaul va plus loin : « *Comment le port a-t-il eu un permis pour combler avec autant de vie autour ? Ne fallait-il pas faire une étude scientifique auparavant ?* »

Au ministère de la Pêche, on fait comprendre qu'il faudra attendre les résultats des analyses pour décider de la marche à suivre. Une réunion à ce sujet a d'ailleurs lieu aujourd'hui entre le ministère de la Pêche, celui de l'Environnement et la Mauritius Ports Authority. Entre-temps, les pêcheurs et ceux travaillant dans cette région du port invitent les autorités à faire le nettoyage des lieux. « *Avec la décomposition des poissons, l'air devient irrespirable à cet endroit* », disent-ils.



Un habitant de la région découvrant les poissons morts ce matin

Par ailleurs, le ministère de la Pêche déconseille au public de consommer ces poissons morts. « *Ces poissons ne sont pas comestibles et peuvent affecter la santé. Il est interdit de les ramasser* », précise le ministère dans un communiqué.

Aquaculture
Menace ou aubaine ?

Cette année, l'aquaculture prendra davantage le large avec 31 cages installées en mer. Le ministère en parle comme d'un projet destiné à sauver le secteur de la pêche. Mais les environnementalistes pensent qu'il faut être précautionneux.

par Fabrice JAULIM

TRENTE ET UN sites ont été identifiés autour de l'île pour placer des cages dans le but d'élever des poissons en mer. Dix coopératives de pêcheurs se partageront 24 cages alors que les sept cages restantes seront placées par des entreprises privées. L'unique but de ce projet est de sauver la pêche artisanale.

La diminution des prises durant ces dernières années a incité le ministère de la Pêche à se tourner vers l'aquaculture en mer. Pourtant, Vassen Kaupaymootoo, océanographe et ingénieur environnemental, qui a effectué des plongées sur les sites identifiés, parle de «*constat catastrophique*».

«*Ce rêve peut très vite tourner au cauchemar,*» affirme Vassen Kaupaymootoo. Se basant sur ses observations et constats, le scientifique fait ressortir plusieurs points qu'il estime doivent être pris en compte par les autorités avant de mettre sur pied ces projets. Les voici :

> «La solution, c'est l'aquaculture dans les barachois.»

Domaine public

Mettre des cages en mer gérées par des coopératives privées équivaut à privatiser une partie du lagon. «*Alors que le lagon est un lieu public inaliénable, ceci pourrait gêner certaines activités de plongée, entre autres.*»

Requin-bouledogue

Les sites d'aquaculture attirent les requins. Dans notre région, c'est le requin-bouledogue qui tourne autour des cages. Vassen Kaupaymootoo affirme que lors de ses plongées en dessous des cages d'aquaculture à Maurice, il a remarqué la présence de requins-bouledogues. Il avance que ce sont ces mêmes requins qui attaquent les gens à La Réunion. «*Attirer davantage de requins dans nos lagons est dangereux pour les plongeurs et les surfeurs*».

Compromettre les activités touristiques

«*Les cages se trouvent à proximité de certains sites fréquentés par les touristes. Le secteur touristique risque de prendre un coup comme à La Réunion*», fait ressortir le scientifique. Dans l'Ouest, les cages sont proches des sites de plongée, des sites de «*dolphin watching*» et d'autres activités nautiques. Avec l'aquaculture en mer, la plongée est risquée et les requins et les dauphins migreront ailleurs. Sans compter le fait que la nourriture des poissons en cage polluera le fond marin.

Espèces exotiques

En outre, l'océanographe soutient que les gérants des cages ne pourront pas empêcher que des poissons, qui sont dans les cages, se retrouvent dans le lagon et commencent à proliférer. Les espèces élevées en cage sont exotiques (les poissons barre et l'ombrine) et s'ils se reproduisent en mer libre, ils risquent de bousculer la chaîne alimentaire et l'écosystème marin.

La solution ?

La solution, selon Vassen Kaupaymootoo, c'est l'aquaculture dans les barachois et sur terre, dans des bassins. «*De cette manière, il n'y a pas de risque que des espèces exotiques se retrouvent en mer et l'élevage ne risque pas d'interrompre les activités touristiques qui contribuent grandement à notre économie.*» L'eau peut être ainsi traitée et contrôlée. «*Les autorités doivent faire attention car l'aquaculture en mer risque de coûter plus qu'elle ne rapporte*». Il préconise une révision des sites proposés.

Du côté du ministère de la Pêche, on indique qu'on ne va pas reculer. «*Les sites ont été approuvés après plusieurs consultations avec des experts internationaux*», explique une source du ministère. Les sites ont été choisis de sorte à ne pas impacter sur d'autres activités et éviter des conflits, ajoute cette même source au ministère. «*Le pessimisme de certaines personnes se justifie par le fait que ce type de projet soit récent à Maurice.*»



Le Défi QUOTIDIEN

Richard Via, chargé d'affaires malgaches

« Plus d'échanges pour booster les relations entre nos deux îles »

Richard Via, chargé d'affaires de la République de Madagascar à Maurice, part après avoir passé 15 ans à Maurice. Il plaide pour davantage de coopération et d'échanges entre la Grand Île et notre pays.

Propos recueillis par Sanjana Bhagmal-Cadervaloo - sanjana@defimedia.info

● À 57 ans, vous partez après avoir été en poste à Maurice pendant 15 années. Comment avez-vous vécu cette affectation ?

Cela a été une expérience enrichissante tant sur le plan personnel que professionnel. Je suis arrivé à Maurice en septembre 2000 avec ma famille en tant que premier conseiller pensant y rester cinq ans. Et me voici encore là 15 ans après.

● Maurice, votre deuxième patrie ?

Définitivement, tant pour moi que pour ma famille et surtout pour mes enfants. Je dois dire que du point de vue professionnel, le challenge a été grand. Car c'était ma première affectation à l'étranger et je n'en ai pas eu d'autres après. J'ai vu passer deux ambassadeurs. Le premier, un administrateur civil, donc un grand commis de l'État malgache, et le second, un trader du secteur privé. Les deux ont participé à mon épanouissement. Si bien qu'après le rappel de l'ambassadeur Bruno Ranarivelo après la crise de 2009, j'ai été appelé, en juillet 2010, à assumer les fonctions de chargé d'affaires. Aujourd'hui, je peux dire que je quitte Maurice en tant qu'ambassadeur accompli.

● Que retenez-vous de ces années à Maurice ?

Il y a eu des hauts et des bas.

● Par exemple ?

Déjà la crise et la non-reconnaissance de la transition n'ont pas été faciles à gérer...

● Quel est votre bilan ?

Le bilan pendant la période de transition était un peu mitigé. Mais à part cela, je me suis investi à fond dans le dossier de la crise alimentaire. J'ai même écrit un livre et fait plusieurs présentations sur Madagascar. Je partage l'avis de ceux qui pensent que Madagascar a tout pour être le grenier de l'océan Indien. C'est même sa responsabilité naturelle. Malheureusement, le pays n'a pas joué le jeu. Mais je suis confiant qu'avec sa superficie et ses atouts, cela va pouvoir se faire. Il faut tout simplement améliorer les infrastructures, améliorer les pistes rurales, moderniser l'outillage portuaire, installer des greniers de stockage et développer le cabotage.

● Quels seraient ces produits que Madagascar pourrait produire et exporter ?

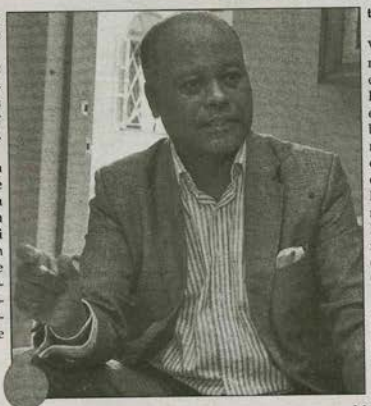
La table ronde qui s'est tenue à Mahajanga, en 2013, pour cerner la question a identifié quatre produits, le maïs, le riz, les grains secs et la pomme de terre. On peut aussi y ajouter l'oignon et l'ail. La production et l'exportation de ces produits justifieraient un cabotage régional. C'est aussi un projet cher à la COI et nous comptons beaucoup sur le soutien de Maurice.

● Quand on parle des produits malgaches sur le marché local, on ne pense qu'à l'artisanat...

Madagascar n'exporte pas que son artisanat. Lors de la période de la crise malgache, c'était 'business as usual'. Maurice importait le bois de pin utile pour le coffrage des bateaux, des grains secs et des fruits de mer. Nous développons actuellement l'artisanat d'art. Maurice pourrait en bénéficier.

● Comment raffermir les relations entre nos deux pays ?

Les instruments de coopération sont là. Avec Maurice, il y a déjà des accords aériens, agricoles, commerciaux et touristiques. Le Board of Investment de Maurice a aidé à la mise en place d'un Economic Development Board of Madagascar. Nous croyons beaucoup en les relations Maurice/Madagascar. Maurice a le savoir-faire et le financement, nous avons notre superficie. Il faut suivre l'exemple de la Food and Allied Industries Ltd (FAIL) qui va cette année importer 60 000 tonnes de maïs de Madagascar. Ceci dit, on a oublié l'essentiel.



> « Il faut suivre l'exemple de la FAIL qui va importer 60 000 tonnes de maïs de Madagascar. »

● Et c'est quoi ?

Le volet culturel. On va réactiver et réactualiser les relations entre Maurice et Madagascar en ravivant nos racines culturelles. Il ne faut pas oublier que la Grande Île compte parmi les pays de peuplement de Maurice.

● Comment allez-vous procéder ?

Par des échanges d'artistes, de films documentaires entre la Mauritius Broadcasting Corporation et la télévision malgache et des courts-métrages, pour ne citer que ceux-là. Il faut cimenter nos relations séculaires. Il faut revenir à l'humain. Ces échanges vont permettre aux Mauriciens de connaître leurs amis malgaches.

● Qu'en est-il des échanges au niveau touristique ?

Ils se situent dans le cadre du concept Îles Vanille. C'est vrai qu'on n'a pas assez d'hôtels, mais nous avons tant à donner. C'est un bouquet que nous offrons avec le volcan de l'île de La Réunion, le tourisme haut de gamme de Maurice et la nature et la biodiversité malgache. Il y a les baleines qui s'accouplent dans nos eaux, les lémuriens, les plantations de vanille et la culture des orchidées malgaches. Nous avons beaucoup à offrir. Le groupe Constance est implanté à Madagascar et l'établissement a été primé le meilleur hôtel écologique de la région océan Indien. Maurice a une compétence perçue et reconnue dans la région. Il y a matière à réflexion et je pense qu'on pourrait développer ce créneau.

● Y a-t-il assez d'échanges entres les deux îles ?

Je dois dire qu'il y a trop de préjugés que nous nourrissons entre nous, à tort ou à travers. À Maurice on anticipe sur la prochaine crise, alors qu'à Madagascar, on parle de la 'petite île Maurice'. En 15 ans et avec les plusieurs gouvernements qui se sont succédé, il y a eu une poignée de ministres mauriciens qui ont visité Madagascar ! La question qui se pose est, est-ce qu'on veut vraiment coopérer ? Si vous ne venez pas, comment allez-vous apprendre à nous connaître et à nous apprécier ? Il faudrait plus d'échanges à tous les niveaux pour booster les relations entre nos deux pays.

● Quid de la stabilité politique qui est primordiale pour le développement de la Grande Île ?

Depuis peu, nous avons un président élu au suffrage universel, un nouveau gouvernement et une nouvelle Assemblée nationale. Les municipales ont eu lieu il y a quelques mois et les sénatoriales en décembre dernier. C'est un gage de stabilité politique que recherchent les investisseurs. On garantit aussi l'indépendance de la justice.

L'Express 19/01/2016

ENVIRONNEMENT

L'accord de Paris à l'épreuve de la transition énergétique mondiale

L'accord de Paris a fait naître de grands espoirs... Les événements extrêmes et les records ne manqueront pas de rappeler à chacun la nécessité de faire de l'action climatique un axe majeur des politiques économiques.



Cette photo datant d'octobre 2015 montre des plantes qui poussent sur la terre craquelée au Brésil.

EN embarquant 195 pays dans la lutte contre le réchauffement de la planète, l'accord de Paris a fait naître de grands espoirs. Mais pour qu'ils ne soient pas déçus, l'immense chantier de la transition énergétique mondiale doit décoller.

«*Paris n'a pas sauvé la planète mais a conservé les chances de sauver la planète*», résume Bill McKibben, fondateur de 350.org, une organisation qui milite pour que les acteurs économiques se désengagent des énergies fossiles, responsables de 3/4 des émissions de gaz à effet de serre. Après des années de négociations difficiles, les pays vont pouvoir aborder actions et solutions pour la production d'énergie, les transports, le bâtiment et l'agriculture.

Les événements extrêmes et les records ne manqueront pas de rappeler à chacun la nécessité de faire de l'action climatique un axe majeur des politiques économiques. D'ailleurs, les puissants du monde entier aborderont cette semaine à Davos les risques liés au dérèglement climatique, et le sujet sera au menu du G20 cette année.

«*L'année 2016 doit transformer l'essai climatique' de la COP21 en amplifiant l'action sur le terrain*», espère l'ex-ministre français Pascal Canfin, directeur général de WWF France. «*De plus en plus d'acteurs se mobilisent dans le déploiement de solutions, comme les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique*», poursuit-il car «*démonstration est faite qu'elles sont maintenant compétitives et comportent de nombreux co-bénéfices comme l'amélioration de la qualité de l'air*».

S'ils représentent encore une petite fraction du marché mondial de l'énergie, solaire et éolien se déploient toujours davantage, de la Chine à l'Europe, en passant par les États-Unis et l'Afrique (Maroc, Éthiopie, etc.). Le potentiel de la géothermie est aussi scruté : à la COP21, une alliance mondiale entre 36 pays et une vingtaine d'institutions a vu le jour. L'Inde, tout en misant encore fortement sur le charbon, a lancé à Paris une *Alliance internationale du solaire* avec 120 autres pays.

Amélioration des technologies, baisse des coûts et volonté politique : tout converge pour que les énergies «*vertes*» gagnent du terrain. Elles ont bénéficié en 2015 d'un montant record d'investissement de 300 milliards d'euros. Mais si le monde doit faire sa révolution énergétique, il faudra changer d'échelle.

BATAILLE INCERTAINE

L'Agence internationale de l'énergie estime que pour atteindre 50 % d'énergies renouvelables en 2050, quelque 32 000 milliards de dollars d'investissement seront nécessaires. D'où des initiatives comme celle de Bill Gates – *Breakthrough energy coalition*.

Malgré ces signaux indiquant qu'une transition est en train de s'opérer, le monde est tellement dépendant des énergies fossiles que la bataille pour limiter le dérèglement climatique reste incertaine. «*Evidemment, cette transformation se heurte à de nombreux lobbies qui cherchent à préserver leur rente issue de l'économie fossile*», souligne Pascal Canfin.

«*Les industries gazières et pétrolières sont très riches et puissantes*», relève aussi Alden Meyer de l'*Union of concerned scientists*, un centre de recherche basé à Washington. D'autant que dans certains pays (Arabie saoudite, Venezuela, Nigeria, Algérie, Russie, etc.), les revenus pétroliers et gaziers représentent une énorme part du produit intérieur brut.

«*Transformer l'économie mondiale n'est pas une mince affaire, il va y avoir beaucoup de jeu politique, de résistance, une certaine inertie*», prédit Saleemul Huq, un spécialiste du développement et conseiller de pays en développement. «*Mais l'accord de Paris requiert d'en passer par là*», dit-il en comptant sur la capacité des premiers pays qui iront vers «*une ère post-fossiles*» à entraîner les autres.

Weekly
Your English news magazine



'Issues'
<34 Weekly > 21 - 27 January 2016 | published by La Sentinelle Ltd |

Mauritius after the plastic bag ban

What's next Sherlock?

The beautiful postcards are a lie. Mauritius isn't a tropical paradise island – it's a dying piece of land. The commendable ban on plastic bags – a great first step – is a small price to pay for a more sustainable island but small prices can only ever buy us small results. So, what's next?

The plastic bag ban at a glance

In case you were wondering whether the Environment Protection (Banning of Plastic Bags) Regulations 2015 means that the police can arrest you for keeping a plastic bag at your place, the answer is no. The regulations state that it is illegal to import, manufacture, sell, or supply plastic bags.

Issues > your English newsmagazine | issue n° 179 |

"Mauritius has already started to pay the price. You don't have to go further than to look at the state of the lagoons, and the amount of fertilisers that we pour onto the land that go into the sea."

Raj MOHABEER, head of mission at the Indian Ocean Commission.

<35

By Lina Myte PASCAL

Mauritius isn't dying – it's dead already. Part of it is, at least. Pollution and climate change have taken a toll on the coral reef; in places like Anse-la-Raie, the number of live corals plummeted from 60% to 7% in less than 10 years. We enjoy the dubious honour of being in the top 20 list of countries most likely to suffer an extreme climatic event. It is estimated that Mauritius will have to fork out Rs360 billion between now and 2050 to deal with climate change. Depressing, isn't it? Definitely, but why should you care? Half of you will have stopped reading this story already.

We don't blame those who have stopped reading (or consider stopping reading right now). It's not necessarily a question of disinterest but more about prioritising topics that you feel will have a more direct impact on your life. Surveys suggest that a large chunk of people don't believe that climate change is something that they have to worry about. Here is the thing: they are wrong. Climate change is no longer a distant threat. It is here. And not just in some galaxy or country far, far away. The effects of it are being felt in Mauritius right now and will continue to be felt here even more, according to Raj Mohabeer, head of mission at the Indian Ocean Commission (IOC) which coordinates a multitude of regional conservation projects and studies. "Mauritius has already started to pay the price," he said. "You don't have to go further than to look at the state of the lagoons, and the amount of fertilisers that we pour onto the land that go into the sea," he continued. "There is little fish left in the lagoons; we can import fish for our own consumption but it's a sign that there is a problem."

For Mohabeer, the new ban on importing and distributing plastic bags is a commendable first step towards a more sustainable future – but we are going to have to take a full hike in this fight against global warming, pollution and human stupidity. It's a sentiment echoed by Deborah de Chazal, executive director of the Mauritius Wildlife Foundation (MWF). The ban, she said, is going to have a positive environmental impact especially on the islets, where littering is a huge concern.



They're gone. Now what?

IS RECYCLING THE ANSWER?

So, what is that next step going to be? The obvious suggestion is recycling, a system that the UK and northern Europe have perfected. Is it realistic to believe that someday soon, Mauritians will have different bins in their households for different types of waste, which they will have to take to a recycling station? "Absolutely – but recycling is something that Mauritians will have to get used to and we must bear in mind that the recycling system took years to be put in place in the UK," said de Chazal. Moreover, a system that works abroad is not necessarily going to work in this country, mainly due to the size of the island, she added.

"Recycling is a more complex matter than most people realise," commented Mohabeer. "Because of the size of the country, it's not clear if the critical mass that will be available of, for instance, paper-based waste will be enough for recycling to be a viable alternative in that case," he explained. A more realistic aspiration, he added, would be to multiply the efforts to recycle perishable waste coming from, for instance, agriculture.

THE LARGER PICTURE

While conservation and sustainable development projects are being carried out in the country, the larger picture remains gloomy in spite of the plastic bag ban. At the root of the problem is the challenge to strike the right balance between economic development and preserving the environment, according to de Chazal. In the race towards creating jobs and economic growth, the environmental aspect is often forgotten. "It's short-termism," she said. On the coast, for instance, mangroves are routinely cut down to make room for hotel developments even though they play an important role in the coastal ecosystems, de Chazal explains. The bigger picture is that tourists are not going to want to travel to an island that faces tangible environmental problems.

Another omnipresent issue is that of people's mindset. "You can have the most beautiful policies in the world but if the change in mindset doesn't come, people are just going to continue throwing whatever waste they have on the streets," said Mohabeer. The challenge for environmentalists at the moment is to come up with awareness campaigns that actually work.

Whatever the next step after the plastic bag ban is, there is no time to waste. Because while it is possible to a certain extent to bring back what has been lost through, for instance, re-planting corals and re-establishing forests, there are certain functions of the ecosystem that will be lost and that cannot be recreated by humans. Basically, it's a now-or-never situation... but most of us will forget that a few minutes after we stop reading this article. After all, there are more important matters to worry about. Or are there really?■



Sécurité Maritime



22 Jan

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS CARICATURES UNE

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

Ankadikely Ilafy : tranona jeneraly notafihan'ny jiolahy, lasa ny volabe sy basy poleta

CFIM : en cours d'opérationnalisation

Par Les Nouvelles sur 22/01/2016

La Grande Île procède à la mise en place du Centre de fusion d'informations maritimes (CFIM). En attendant la finalisation de la mise en place de la structure du centre, toutes les préparations techniques sont en cours. Par ailleurs, le centre sera installé à la Tour Orange à Ankorondrano.

Le CFIM est destiné à collecter, traiter et analyser les informations maritimes allant de la Corne de l'Afrique jusqu'au Cap de Bonne Espérance, recouvrant le canal du Mozambique et près de la moitié de l'océan Indien. Ce qui implique un enjeu stratégique énorme pour la Grande Île, comme l'a affirmé le Premier ministre Jean Ravelonarivo, hier au cours d'une réunion technique dans les locaux du CFIM.

Ayant fait l'objet de bataille diplomatique avec les Seychelles, «*le CFIM à Madagascar est le deuxième centre d'information implanté dans l'océan Indien, après celui de Singapour*», a fait savoir le coordonnateur général du CFIM, le général de division aérienne Edelin Randriamiandrisoa.

Ce projet de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par l'Union européenne (UE) permettra à Madagascar de faire face à l'ensemble des menaces maritimes et de réaliser un contrôle effectif de son espace maritime. Le centre travaillera sur une dizaine de thématiques, entre autres, la piraterie maritime, la pêche illégale, les trafics de ressources naturelles, mais également le tourisme maritime.

Le pays se trouve géographiquement au confluent des routes maritimes internationales de l'océan Indien. Le flux de trafic maritime qui passe dans le canal de Mozambique est estimé à 2 500 navires par jour, et près de 8.000 bateaux par jour emprunteraient le chemin allant de l'Afrique du Sud jusqu'en Asie du Sud-est. Et 30% des trafics pétroliers du monde passent par le Canal du Mozambique.

Arh.

http://www.newsmada.com/2016/01/22/cfim-en-cours-doperationnalisation/